

propos et mes préoccupations à tout le pays, sans me préoccuper d'une seule province.

Des voix: Bravo!

M. Macquarrie: Afin d'atténuer davantage et d'appuyer ce qu'a dit ce soir le porte-parole de mon parti, je voudrais faire remarquer que dans tout ce programme nous avons perdu quelque chose en négligeant l'apport régional. Il me semble que le démantèlement et la suppression de l'Office d'expansion économique de la région atlantique ont été une très grave erreur.

Des voix: Bravo!

M. Macquarrie: Cet office regroupait les personnalités les plus capables de la région, les gens qui avaient une connaissance intime des problèmes de la région et qui aspiraient à éliminer les conditions défavorables—qu'elles fussent économiques ou de quelque autre nature—découlant de nos disparités régionales. Cet organisme comprenait bien la nature du problème. Je pense que cette négligence est à l'origine d'un grand nombre de nos difficultés. Je préférerais avoir affaire à l'Office d'expansion économique de la région atlantique plutôt qu'à 20 bureaux régionaux et il me semble que la population des Maritimes pense comme moi.

En cette époque de bureaucratie excessive qui est la nôtre, nous avons trop cherché à trouver de nouvelles formules d'encouragement, en multipliant les calculs et les analyses. Je dois sans doute venir de la région la plus étudiée, la plus examinée, la plus fouillée et la plus planifiée de toute l'Amérique du Nord. On a fait une pléthore d'études sur nous. J'ai lu étude après étude. Je viens de finir de lire le rapport sur le programme de redressement, et l'opinion éclairée d'un monsieur sur ce programme est loin d'être flatteuse. Je suis sûr que les habitants des provinces de l'Atlantique se demandent quand on arrêtera ces études et quand on commencera à s'attaquer concrètement aux problèmes qui freinent toute la région depuis la confédération. Il y a certainement bien d'autres choses à faire qui sont infiniment plus utiles que le lancement d'un programme électronique de stimulation économique. On pourrait entre autres renouveler les subventions de rajustement aux provinces de l'Atlantique. De tous les programmes qui ont ranimé les courages dans notre région, nul n'a surpassé celui des subventions instauré en 1957-1958 par le gouvernement que j'appuie ici depuis six ans. Croyez-moi, il est temps de renouveler ces subventions pour permettre à nos provinces de l'Atlantique de faire face aux grandes nécessités sociales que leurs habitants, très naturellement et à fort bon droit, attendent maintenant d'elles. Il y a selon moi, bien des façons dont le gouvernement central peut nous aider à nous aider nous-mêmes. On n'a pas besoin d'une bureaucratie compliquée pour constater que nous avons des problèmes de transport dans les provinces de l'Atlantique, du fait de notre topographie. Il y a plus d'un siècle que nous le disons. Le gouvernement fédéral pourrait nous apporter une aide magnifique en facilitant l'accès des marchés mondiaux, et particulièrement ceux de notre continent, aux produits de notre mer, de notre sol et de notre labeur. Année après année nous avons parlé de la route corridor. Une subvention importante à cette fin

ferait beaucoup plus pour la région de l'Atlantique que les manipulations de la formule des subventions d'encouragement.

• (8.50 p.m.)

On nous disait, ces dernières années, que l'Île du Prince-Édouard allait être dotée d'une chaussée. Même, en vertu de l'engagement pris à cet égard par le gouvernement fédéral, on a dépensé environ 20 millions de dollars. Dans la circonscription du Nouveau-Brunswick de mon honorable ami le député de Moncton (M. Thomas) il y a le chemin de fer le plus récent et le moins utilisé du continent—cinq milles de rails allant vers la haute mer. Ne serait-ce pas un geste courageux pour encourager l'autarcie maritime que de construire cette chaussée?

Nous avons tous lu avec une profonde attention le discours que le premier ministre a prononcé à Saint-Jean (Nouveau-Brunswick). Il a parlé en termes chaleureux des possibilités offertes aux gens des Maritimes de commercer avec les régions populeuses de la Nouvelle-Angleterre. Mais comment atteindre ces marchés si on n'a pas de bons moyens de transport? J'invite le premier ministre et aussi le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand) qui, de toute évidence, est au premier ministre ce qu'était Crassus à César ou Marc-Antoine à César Auguste,—histoire de triumvirats, de toute façon—à méditer sur l'importance de bons moyens de transport.

Une voix: Lequel est Octave?

M. Macquarrie: Je n'aimerais pas dire qui il est. Aujourd'hui, rien n'est simple, rien n'est direct. Faut-il que tout soit compliqué? Faut-il que tout soit planifié, surplanifié, organisé et réorganisé? Ne peut-on pas s'attaquer de plein fouet aux vieux problèmes? Faut-il être un génie pour savoir qu'il existe un potentiel formidable dans les marées de la baie de Fundy? Faut-il un doctorat pour comprendre qu'aussi longtemps qu'il y aura le soleil, la lune et la terre, il existera une puissance énorme dans cette force qu'est la marée? Que faut-il pour convaincre le gouvernement fédéral de l'immense apport que représente la mise en valeur de l'énergie marémotrice? Faudra-t-il un autre siècle d'histoire avant qu'il nous écoute? Combien, ô combien de temps...

Faut-il répéter sans cesse, pour faire admettre cette vérité, que dans la région de l'Atlantique, comme dans les autres, les principes d'une bonne économie et d'une bonne administration veulent qu'on développe les domaines où, selon les économistes classiques, nous avons un avantage relatif? Bien qu'on ait consacré des sommes énormes au programme de développement régional de l'Île-du-Prince-Édouard, on n'a pas trouvé le moyen, pour donner un exemple qui m'intéresse personnellement mais qui n'en est pas moins révélateur, de faire construire un congélateur pour le million et quart de tonnes de bleuets récoltés dans ma seule circonscription; on n'a pas trouvé non plus le moyen de construire une usine d'extraction de carrageen. Des milliers d'hommes récoltent des milliers de tonnes de mousse d'Irlande dans les provinces de l'Atlantique; or, le traitement final de cette mousse se fait au Danemark et aux États-Unis, puis elle est revendue au Canada. N'est-ce pas un projet magnifique que la construction d'une usine d'extraction en plein dans la région?